

IAA  
Service Environnement  
DDPP du Finistère  
2 rue de Kerivoal  
29334 Quimper

Quimper, le 24/10/2024

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/09/2024

### Contexte et constats

Publié sur 

**VOLEFI**

ZONE INDUSTRIELLE DE KERANDREO

BP 8

29340 Riec-sur-Bélon

Références : -

Code AIOT : 0052903521

### 1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/09/2024 dans l'établissement VOLEFI implanté ZONE INDUSTRIELLE DE KERANDREO BP 8 29340 Riec-sur-Bélon. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette inspection réactive est réalisée dans le cadre de la pollution organique chronique du cours d'eau le Dourdu /bassin du Belon relevée le 18 septembre 2024 par les agents de l'OFB.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VOLEFI
- ZONE INDUSTRIELLE DE KERANDREO BP 8 29340 Riec-sur-Bélon

- Code AIOT : 0052903521
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société VOLEFI est légalement autorisée à exploiter un établissement spécialisé dans la découpe et la transformation de volailles, situé à ZI de Kérandréo à Riec Sur Belon (29) par plusieurs arrêtés préfectoraux notamment celui du 6 mai 2009. Ce site a fait une déclaration d'antériorité à la rubrique IED principale 3642-3 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

#### **Contexte de l'inspection :**

- Pollution

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Eau de surface

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se

- conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Prévention des risques accidentels	Code de l'environnement du 27/09/2020, article R512-69	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
4	Epandage	AP Complémentaire du 06/05/2009, article 8.1.3.1	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
5	Epandage	AP Complémentaire du 06/05/2009, article 8.1.3.2	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
6	Epandage	AP Complémentaire du 06/05/2009, article 8.1.3.3	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
8	Epandage	AP Complémentaire du 06/05/2009, article 8.1.4.2	Demande d'action corrective	1 mois
9	Epandage	AP Complémentaire du 06/05/2009, article 8.1.5	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
10	Epandage	AP Complémentaire du 06/05/2009, article 8.1.6	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Ouvrages d'épuration et leurs caractéristiques de rejet au milieu	AP Complémentaire du 06/05/2009, article 4.3.4	Sans objet
3	Fréquences et modalités de l'auto	AP Complémentaire du 06/05/2009, article 4.3.5	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	surveillance de la qualité des rejets		
7	Epandage	AP Complémentaire du 06/05/2009, article 8.1.3.4	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection réalisée le 24 septembre 2024 a montré un défaut de surveillance manifeste des opérations d'épandage par l'industriel.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Prévention des risques accidentels

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 27/09/2020, article R512-69
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Accidents / incidents
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.</p> <p>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection réactive de ce jour fait suite à l'information transmise par l'Office Français de Biodiversité le 19 septembre 2024 au service environnement de la DDPP du Finistère d'une pollution du cours d'eau Le Dourdu :</p> <p>Les éléments transmis sont les suivants : Le 05 septembre 2024, une pollution a été signalée sur le cours d'eau Le Dourdu, situé sur la commune de Riec-sur-Bélon. Lors de leur intervention, les agents de l'OFB ont observé que l'eau du Dourdu était fortement dégradée, et que le lit mineur du cours d'eau était complètement colmaté par des colonies de bactéries, de champignons, ainsi que des algues gélatineuses. Cette pollution résulterait d'un apport anormal de matières organiques repéré au lieu-dit Landrein Vihan, sur la commune de Trévoux.</p> <p>L'origine de cette pollution a été identifiée par les agents de l'Office Français de la Biodiversité: un système d'aéro-aspiration situé sur une prairie exploitée par la SARL Cochennecc. Ce système rejette des effluents provenant des usines agroalimentaires Eurial (laiterie) et Volaven (volailles),</p>

situées dans la zone d'activités de Kerandréo. Les effluents sont dirigés vers un boisement à proximité d'un cours d'eau et de sa zone humide. Ils saturent cette zone humide avant de rejoindre le cours d'eau en question, un affluent du Dourdu, qui amène le flux polluant directement dans la rivière.

L'OFB a constaté que cette pollution a gravement affecté la biodiversité aquatique, rendant quasiment abiotique un tronçon de 2 km du Dourdu. Ce dernier rejoint ensuite la rivière Belon, une zone conchylicole sensible.

Au vu de ces éléments transmis et après échange téléphonique avec l'exploitant, l'Inspection des installations classées demande par mail du 20 septembre 2024 à la société VOLEFI d'arrêter toute opération d'épandage d'effluent pré-traité sur la parcelle concernée cadastrée ZM n°176.

Lors de l'inspection de ce jour, l'exploitant confirme l'arrêt de l'épandage sur la parcelle concernée par la pollution tout en indiquant poursuivre les épandages sur les autres parcelles de son plan d'épandage.

L'exploitant indique que le problème mécanique rencontré par le dispositif d'aéro-aspiration est en cours d'analyse.

L'exploitant indique que les pompes, les hydrants et le matériel d'aspersion utilisés sur la parcelle lui appartiennent. La société VOLEFI est également propriétaire de cette parcelle. L'exploitant indique que l'agriculteur est responsable du déplacement de l'asperseur conformément au plan prévisionnel d'épandage. L'inspection constate que cette disposition n'apparaît pas clairement dans la convention d'épandage signée le 27 mars 2007 entre l'exploitant et l'agriculteur et qu'au contraire cette dernière précise que l'industriel est responsable des doses apportées.

L'exploitant a précisé le fonctionnement du dispositif : en début de semaine, l'agriculteur positionne le dispositif d'aspersion, avec l'enrouleur et l'asperseur disposés de part et d'autre de la parcelle destinée à recevoir les effluents. L'enrouleur permet un déplacement continu de l'asperseur, qui met plusieurs jours à remonter vers lui. En moyenne, entre 300 et 350 m<sup>3</sup> d'effluents sont épandus chaque nuit, entre 21h et 07h.

L'exploitant indique dans son rapport d'accident transmis postérieurement à l'inspection (transmission du 30 septembre 2024) les éléments suivants :

*"Description de la situation :*

*Le site industriel pratique l'épandage pour traiter ses eaux usées selon autorisation délivrée le 6 mai 2009. A cet effet, la société VOLEFI dispose d'une surface d'épandage de 54,1 ha dont 39,7 ha sont sa propriété.*

*Après investigations, il s'avère que lors de l'épandage effectué en semaine 37 sur la parcelle ZM n°176, l'enrouleur utilisé pour déplacer l'épandeur d'eaux usées s'est arrêté suite au déraillement de la chaîne d'entraînement du tambour. De ce fait, l'épandeur a continué à disperser les eaux usées épandre sur la zone où il s'est arrêté, ceci ayant eu pour conséquence d'accumuler l'effluent sur une surface en forme de demi-cercle d'un rayon d'environ 25 mètres. Ainsi, une partie de l'eau épandue s'est écoulée en contrebas du champ en direction d'une zone boisée dans laquelle passe un cours d'eau. Cours d'eau qui va rejoindre le ruisseau "Dourdu" environ 600 mètres plus à l'ouest.*

*Actions correctives immédiatement mises en œuvre, dès le vendredi 20/09/24 :*

*L'équipe VOLEFI est venue sur place pour évaluer la situation*

*L'épandage des eaux usées a immédiatement été arrêté*

*L'agriculteur en charge de déplacer les enrouleurs sur les champs a été informé et sollicité pour trouver un enrouleur opérationnel en attendant de réparer celui en panne. Ceci en vue de reprendre l'épandage sur une autre parcelle autorisée.*

*Évaluation des quantités épandues:*

*Les dernières analyses de l'effluent rejeté ont été effectuées au 1<sup>er</sup> semestre 2024*

*Elle permettent d'affirmer :*

*l'absence de bactériologie dans l'effluent (Salmonelle, entérovirus non détectés)  
une valeur fertilisante de 0,049 kg/m3 d'unité d'Azote*

*L'évaluation de la quantité épandue durant l'incident est la suivante :*

*Relevé de compteur à la mise en place de l'épandeur : 957 350 (le 16/09/2024)*

*Relevé de compteur à la mise à l'arrêt de l'épandage : 958 646 (le 20/09/2024)*

*Total volume estimé = 1296 m3 (dont une partie est restée sur le champ)*

*Les causes de l'incident*

*Défaillance technique : déraillement de la chaîne d'entraînement de l'enrouleur qui sert à déplacer l'épandeur*

*Moyens mis en œuvre pour éviter que l'incident ne se reproduise:*

*Le personnel VOLEFI en charge de suivre le bon déroulement de l'épandage devra quotidiennement s'assurer du bon déplacement de l'épandeur.*

*L'agriculteur chargé de déplacer l'enrouleur doit désormais envoyer par SMS la date et le lieu de déplacement des enrouleurs afin d'améliorer la traçabilité des mouvements des enrouleurs*

*La société Eurial a été informée de la situation et sensibilisée à l'importance de la maîtrise des consommations et du prétraitement de l'eau dans son établissement."*

L'Inspection des Installations Classées relève :

- la méconnaissance de l'exploitant du contenu de la convention le liant à l'agriculteur et notamment de sa responsabilité propre dans le bon déroulement des épandages
- l'absence de surveillance par l'industriel du bon déroulement des épandages
- l'absence de signalement et d'information au service d'inspection par l'exploitant de l'accident
- des surfaces non-agricoles, dont l'aptitude à l'épandage est définie comme nulle dans le dossier déposé le 7 novembre 2008, ont reçu des effluents lors de l'opération

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Réaliser une des analyses de sols dans le périmètre concerné par la surfertilisation de la parcelle ZM n°176 et les intégrer au bilan agronomique 2024 ;

Rédiger et transmettre à l'inspection une procédure de surveillance par l'industriel des opérations d'épandage ; Rédiger et transmettre à l'inspection une procédure décrivant les opérations de contrôle et de maintenance du matériel d'épandage.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois

**N° 2 : Ouvrages d'épuration et leurs caractéristiques de rejet au milieu**

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 06/05/2009, article 4.3.4

**Thème(s) :** Risques chroniques, Entretien et conduite des installations de prétraitement

**Prescription contrôlée :**

Le prétraitement des effluents industriels est assuré au minimum par un tamisage (tamis rotatif 500m) et un dégraissage (flotateur).

Les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche des installations de prétraitement des eaux polluées sont mesurés périodiquement et portés sur un registre.

La conduite des installations est confiée à un personnel compétent disposant d'une formation initiale et continue.

Un registre spécial est tenu sur lequel sont notés les incidents de fonctionnement des dispositifs de collecte, de traitement, de recyclage ou de rejet des eaux, les dispositions prises pour y remédier et les résultats des mesures et contrôles de la qualité des rejets auxquels il a été procédé.

#### Constats :

L'inspection constate que le dispositif de prétraitement de l'établissement constitué d'un dégrilleur et d'un dégraisseur est en fonctionnement.

L'exploitant a transmis postérieurement à l'Inspection des Installations Classées, le document nommé "2024 - Suivi prétraitement". Ce document indique les volumes d'eau résiduaires rejetés par la société Volefi (hebdomadaire) et ceux de la société Eurial (transmission mensuelle). Le document indique également les résultats des analyses réalisées sur les effluents. Paramètres NTK, P, K, Chloroforme, Nonylphenol et SEH pour Volefi et paramètres NTK, Pt(P2O5), K2O et SEH pour Eurial.

L'exploitant a transmis postérieurement à l'Inspection des Installations Classées, le document nommé "2024 - Registre incidents". Ce tableau récapitule pour chaque incident les informations suivantes : la date, le site concerné, la thématique, la nature de l'incident, la recherche des causes, les actions correctives mises en place, le responsable de leur mise en œuvre, ainsi que l'état d'avancement de ces actions.

2 incidents sont répertoriés :

1. 20/06/2024: effondrement du mur du bassin d'eaux usées de la société Eurial
2. 20/09/2024: surfertilisation d'une parcelle du plan d'épandage : Défaillance technique : déraillement de la chaîne d'entraînement de l'enrouleur qui sert à déplacer l'épandeur.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 3 : Fréquences et modalités de l'auto surveillance de la qualité des rejets

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 06/05/2009, article 4.3.5

**Thème(s) :** Risques chroniques, Programme d'autosurveillance

#### Prescription contrôlée :

Le programme d'autosurveillance des prélèvements/consommations et des rejets est réalisé dans les conditions suivantes:

Paramètres	Unités	Fréquences des mesures
Consommation d'eau	m3/j	Continu, tous les jours
• A partir de chaque		

<ul style="list-style-type: none"> <li>• A partir de chaque forage</li> <li>• A partir du réseau public</li> </ul>		
Volume rejeté	m3	Continu, tous les jours

**Constats :**

L'exploitant a présenté à l'Inspection le registre relatif au "traitement des eaux usées" pour la semaine 38.

Ce document comprend les relevés quotidiens des compteurs de dégrillage et d'épandage. Les volumes relevés pour le dégrilleur correspondent aux effluents rejetés par l'établissement VOLEFI, tandis que les volumes d'épandage représentent le total des effluents provenant à la fois de la société VOLEFI et de la Laiterie d'Armor épandus en mélange.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 4 : Epandage

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 06/05/2009, article 8.1.3.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Modalités d'épandage - Surfaces autorisées
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Cet épandage est réalisé aux doses agronomiques sur une surface de 54.08 ha reconnus aptes à l'épandage et disponibles, sur 62.04 ha mis initialement à disposition, selon les conclusions de l'étude agro-pédologique.</p> <p>Les parcelles concernées sont situées sur les communes du TREVOUX et de RIEC SUR BELON</p> <p>Le relevé parcellaire est celui qui figure au dossier complété, présenté par le pétitionnaire et annexé au présent arrêté.</p> <p>Un contrat liant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• l'exploitant au prestataire réalisant l'opération d'épandage,</li> <li>• l'exploitant à chaque agriculteur concerné est établi.</li> </ul> <p>Il définit les engagements de chacun ainsi que leurs durées.</p> <p>Il précise les modalités d'information réciproques des parties sur les épandages effectivement réalisés.</p> <p>Toute modification ou extension du périmètre d'épandage doit faire l'objet, au préalable, d'un dossier établi conformément à l'article R512-33 du Code de l'Environnement.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant indique que la société VOLEFI dispose d'une surface d'épandage de 54,1 ha dont 39,7 ha sont sa propriété.</p> <p>L'exploitant a présenté à l'inspection la convention d'épandage signée le 29 mars 2007 entre la société DUC, exploitant avant la reprise par la société VOLEFI, et Mr COCHENNEC. Elle présente</p>



les engagements de chacun ainsi que leurs durées. La convention précise les modalités d'information réciproques des parties sur les épandages effectivement réalisés. L'exploitant indique déléguer le contrôle du bon déroulement des épandages à l'agriculteur. Ce point n'apparaît pas dans la convention.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Actualiser et réviser les actuelles conventions d'épandage en clarifiant les responsabilités de chacune des parties et les modalités pratiques des opérations ;  
Transmettre à l'inspection l'ensemble des conventions révisées.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 1 mois

**N° 5 : Epandage**

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 06/05/2009, article 8.1.3.2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Caractéristiques des effluents à épandre et flux maximum autorisés

**Prescription contrôlée :**

Flux maximum

La quantité totale d'effluents à épandre est limitée aux volumes et aux flux fertilisants suivants.

	Quantité à épandre / an en m <sup>3</sup>	N (tonnes par an)	P 2 O 5 total (tonnes par an)	K2O (tonnes par an)
Flux laiterie voisine de l'établissement	20000	2.9	2.6	3.9
Flux exploitant	70000	3	1	2.1
Total effluents	90000	5.9	3.6	6

.../...

Suivi analytique de la composition des effluents

L'exploitant met en place les aménagements nécessaires pour permettre l'analyse :

- d'échantillons représentatifs des effluents issus de l'établissement envoyés vers les ouvrages de stockage avant épandage (prélevés proportionnellement au débit sur une durée de 24 h),
- d'échantillons représentatifs de l'effluent à épandre, après mélange avec les effluents issus de la laiterie voisine (prélevés proportionnellement au débit sur une durée de 24 h)

Les dispositifs de prélèvements disposent d'enregistrements et permettent la conservation des échantillons à une température de 4°C,

L'exploitant met en œuvre le suivi analytique adéquat pour déterminer la valeur fertilisante des

effluents et les doses maximales à épandre.

Une convention établie avec la laiterie voisine détermine les conditions d'intégration de ces effluents dans les ouvrages de l'établissement à des fins de valorisation par épandage. Cette convention est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

### Constats :

#### Flux :

L'exploitant a fourni à l'Inspection des Installations classées le document nommé "traitement des eaux usées" de la semaine 38. Ce tableau indique les relevés de compteurs et les volumes calculés réalisés au niveau du dégrilleur de la société Volefi ainsi que les relevés de compteurs et les volumes calculés réalisés au niveau de la station de pompage du dispositif d'épandage. La différence entre ces 2 valeurs permet de déterminer le volumes d'effluents issus de l'établissement Agrial.

Les données du document nommé "2024 - suivi du prétraitement" indique pour les 6 premiers mois de 2024 les volumes d'effluents issus des établissements Volefi et Eurial.

Volume annuel Volefi :  $16404\text{m}^3$  entre la semaine 1 et 26 de 2024 qui donne un volume annuel approximatif et par projection de  $32808\text{m}^3$  sur l'année.

Volume annuel Laiterie d'Armor (Eurial) :  $16708\text{m}^3$  entre la semaine 1 et 26 de 2024 qui donne un volume annuel approximatif par projection de  $33416\text{m}^3$  sur l'année.

Cette projection estime le volume total annuel d'effluent épandu à  $66224\text{m}^3$ .

Les volumes projetés ne semblent plus correspondre aux volumes et aux flux fertilisants définis dans l'arrêté d'autorisation du 06 mai 2009.

#### Suivi analytique de la composition des effluents:

L'exploitant a transmis postérieurement à l'Inspection des Installations Classées, le document nommé "2024 - Suivi prétraitement". Ce document indique les volumes d'eau résiduaire rejetés par la société Volefi (hebdomadaire) et ceux de la société Eurial (transmission mensuelle). Le document indique également les résultats des analyses réalisées sur les effluents. Paramètres NTK, P, K, Chloroforme, Nonylphenol et SEH pour Volefi et paramètres NTK, Pt(P<sub>2</sub>O<sub>5</sub>), K<sub>2</sub>O et SEH pour Eurial.

L'exploitant met en œuvre un suivi analytique pour déterminer la valeur fertilisante des effluents et les doses maximales à épandre. Ces éléments sont présents dans le suivi agronomique des épandages des effluents des années 2021 et 2022. La fréquence de réalisation des analyses est la suivante :

Valeur agronomique 4 analyses par an

Éléments traces métalliques 1 analyse tous les 2 ans

Composés traces organiques 1 analyse par an

Bactériologie 2 analyses par an

L'exploitant a respecté sa fréquence d'analyse pour les années 2021 et 2022.

L'exploitant a transmis postérieurement à l'inspection par mail du 04 octobre 2024 les résultats des analyses des effluents du 1er semestre 2024 ainsi que la valeur fertilisante de celui-ci pour une moyenne calculée pour le 1er semestre 2024. Le document indique également le résultat des analyses éléments traces métalliques et organiques réalisée le 26/06/2024.

L'exploitant a transmis également la convention de traitement des effluents entre la société DUC et la société Laiterie d'Armor du 13 mai 2009 fixant les conditions techniques d'admission des effluents en provenance de la société Laiterie d'Armor dans le réseau de traitement des eaux usées de l'établissement de la société DUC.

Les effluents présents en bassin et en lagune présentent une couleur blanche marquée et une

couche de graisse figée de surface épaisse. Les résidus observés sur la parcelle d'épandage confirment l'impression d'un effluent anormalement riche en lactose et en matières grasses.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant transmet à l'Inspection des Installations Classées les volumes annuels d'effluents issus de la société Laiterie d'Armor (Eurial) et de la société VOLEFI des années 2020, 2021, 2022, 2023. L'exploitant transmet à l'inspection le suivi agronomique des épandages des effluents de l'année 2023. L'exploitant met en place des contrôles à réception sur la qualité organoleptique (turbidité, odeur, ..) des effluents issus de la laiterie à une fréquence jugée suffisante pour détecter toute anomalie majeure du produit, et son inaptitude à l'épandage.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 6 : Epandage

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 06/05/2009, article 8.1.3.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Règles d'aménagement
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les effluents à épandre sont stockés dans un bassin en béton de 900m <sup>3</sup> et si besoin dans une lagune de 3000m <sup>3</sup> . Toutes dispositions sont prises pour que les dispositifs d'entreposage ne soient pas source de gêne ou de nuisances pour le voisinage et n'entraînent pas de pollution des eaux ou des sols par ruissellement ou infiltration. Le déversement dans le milieu naturel des trop-pleins des ouvrages d'entreposage est interdit.
<b>Constats :</b>  L'inspection constate que les effluents à épandre sont conformément stockés dans un bassin en béton de 900m <sup>3</sup> . La lagune attenante contient également des effluents. L'inspection constate la présence à d'une couche de graisse de plusieurs centimètres à la surface du bassin en béton. L'exploitant indique que ce surnageant est régulièrement retiré et est expédié vers un prestataire autorisé à traiter ce type de déchets.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Justifier la présence de graisse à la surface du bassin tampon et de la lagune ;  Expliquer les modalités techniques mises en œuvre pour éviter un départ de graisses dans les effluents à épandre ; Transmettre les bons d'enlèvement et de traitement des graisses collectées à la surface du bassin en 2024.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

**N° 7 : Epannage**

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 06/05/2009, article 8.1.3.4

**Thème(s) :** Risques chroniques, Calendrier d'interdiction des épandages

**Prescription contrôlée :**

**1. Grandes cultures:**

Occupation du sol	Période d'interdiction d'épandage
Sols non cultivés	Toute l'année
Grandes cultures de printemps (maïs)	Du 1er septembre au 31 octobre

**2. Prairies**

Occupation du sol	Période d'interdiction d'épandage
Prairie âgée de moins de 6 mois implantée après le 1er septembre	Du 1er septembre au 31 octobre
Prairie composée de l'association Ray Gras Anglais et Trèfle Blanc (dont le taux de recouvrement par le trèfle blanc est supérieur à 20% en été)	Du 1er septembre au 15 janvier

**3. Légumes**

Occupation du sol	Période d'interdiction d'épandage
Légumes à destination industrielle semés avant le 30 juin	Du 1er juillet au 31 octobre
Légumes à destination industrielle semés après le 30 juin	Du 1er septembre au 29 février
Légumes frais de plein champs : <ul style="list-style-type: none"><li>• pomme de terre sous plastique et cultures hâtives,</li><li>• pomme de terre primeur et artichaut ( drageon et 2ème /3ème année)</li><li>• choux fleurs et autres légumes frais</li></ul>	Du 1er octobre au 15 janvier

**Constats :**

Les bilans de suivi agronomique des épandages des effluents des années 2021 et 2022 indiquent que les épandages sont pratiqués en période autorisée en respectant les classes d'aptitude des sols et les périodes réglementaires.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 8 : Epandage

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 06/05/2009, article 8.1.4.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Approche hydrique
<b>Prescription contrôlée :</b>  <p>La possibilité d'épandage et la dose d'apport sont déterminées en tenant compte :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- de l'état du sol et de son degré de saturation en eau ;</li> <li>- de la pluviométrie cumulée, conformément aux dispositions prévues dans le dossier, à savoir : arrêt de l'épandage dès que la pluviométrie cumulée sur 48h atteint 40mm, et déstockage sur sol non saturé en eau sur la totalité des surfaces du périmètre exploité en prairies (32ha minimum). L'exploitant dispose des moyens de mesures et d'enregistrement automatique des données météorologiques (température et pluviométrie instantanée et cumulée). Des enregistrements quotidiens de l'état du sol, et des conditions météorologiques sont réalisés dans le cahier d'épandage.</li> </ul>
<b>Constats :</b>  <p>L'exploitant a transmis postérieurement à l'Inspection des Installations Classées, le document nommé "2024 - Registre épandage". Ce tableau présente, semaine par semaine, l'index de début de semaine (relevé du compteur local pompes épandage), le volume épandu en m<sup>3</sup>, la parcelle concernée par l'épandage, ainsi que le volume d'effluents épandu. Le document indique également la présence éventuelle d'une culture sur les parcelles, les quantités de précipitations, la nature des cultures pratiquées et l'état du sol.</p> <p>L'Inspection des Installations Classées constate que l'exploitant ne respecte pas la fréquence de suivi des précipitations, en effet l'enregistrement est réalisé de manière hebdomadaire alors qu'elle devrait être quotidienne. En outre, le registre comportant des informations à un rythme hebdomadaire ne permet pas de vérifier que les règles liées au cumul de pluie sur 48h sont respectées.</p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  <p>Remplir le tableau "Année - Registre d'épandage" avec une précision quotidienne.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 9 : Epandage

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 06/05/2009, article 8.1.5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mode d'épandage
<b>Prescription contrôlée :</b>

Les périodes d'épandage et les quantités épandues sont adaptées de manière :

- à assurer l'apport des éléments utiles aux sols ou aux cultures sans excéder les besoins, compte tenu des apports de toute nature, y compris les engrais, les amendements et les supports de culture ;
- à empêcher la stagnation prolongée sur les sols, le ruissellement en dehors des parcelles d'épandage, une percolation rapide ;
- à empêcher l'accumulation dans le sol de substances susceptibles à long terme de dégrader sa structure ou de présenter un risque écotoxique ;
- à empêcher le colmatage du sol, notamment par les graisses.

L'épandage est interdit :

- pendant les périodes où le sol est pris en masse par le gel ou abondamment enneigé, exception faite des déchets solides ;
- pendant les périodes de forte pluviosité et pendant les périodes où il existe un risque d'inondation ;
- en dehors des terres régulièrement travaillées et des prairies ou des forêts exploitées;
- sur les terrains à forte pente, dans des conditions qui entraîneraient leur ruissellement hors du champ d'épandage ;
- à l'aide de dispositifs d'aéro-aspiration qui produisent des brouillards fins lorsque les effluents sont susceptibles de contenir des microorganismes pathogènes.

Sous réserve des prescriptions fixées en application de l'article L 1321-2 du code de la santé publique et des arrêtés préfectoraux en vigueur, fixant des prescriptions techniques complémentaires, l'épandage respecte les distances et délais minima suivants fixé dans l'arrêté du 06/05/2009.

### Constats :

Le 24 septembre 2024, en fin de matinée, l'Inspection des Installations Classées, accompagnée de l'exploitant, s'est rendue sur la parcelle concernée par la pollution. Sur place, l'Inspection a constaté la présence d'un dispositif d'aspersion. En bordure de cette parcelle, à proximité du dispositif, se trouve une zone boisée.

Aux abords du dispositif d'aspersion, le sol, sur une surface en demi-cercle d'environ 25 mètres de rayon, était gorgé d'effluents, présentant une teinte blanchâtre. L'Inspection a également observé la présence de résidus de graisse sous forme de petits agglomérats disséminés au sol. De plus, des flaques situées dans ce périmètre contenaient des colonies de bactéries ainsi que des algues gélatineuses.

L'Inspection a constaté l'irrigation par des effluents d'un sol saturé en eau, entraînant également une saturation de la zone humide située en contrebas de la parcelle. Une coloration anormale, blanchâtre, des arbres bordant la parcelle à proximité immédiate du dispositif d'aspersion a également été relevée. Ces traces se révèlent être de la graisse à l'examen visuel et au toucher.

Enfin, l'Inspection a noté l'absence de traces de déplacement du dispositif d'aspersion, ainsi que la canalisation d'approvisionnement partiellement recouverte par la végétation environnante, suggérant que le dispositif n'a pas été déplacé depuis un certain temps.

Ces constats révèlent un non-respect des prescriptions de l'article 8.1.5 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 6 mai 2009, lequel stipule que les quantités épandues doivent être ajustées de manière à :

- à assurer l'apport des éléments utiles aux sols ou aux cultures sans excéder les besoins, compte tenu des apports de toute nature, y compris les engrais, les amendements et les supports de culture ;
- à empêcher la stagnation prolongée sur les sols, le ruissellement en dehors des parcelles d'épandage, une percolation rapide ;
- à empêcher l'accumulation dans le sol de substances susceptibles à long terme de dégrader sa structure ou représenter un risque écotoxique ;
- à empêcher le colmatage du sol, notamment par les graisses.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Justifier et expliquer la gestion de la lagune afin de permettre le respect des périodes prolongées durant lesquelles l'épandage n'est pas possible (pluie > 40 mm sur 48h, sol gorgé d'eau, ...) ;

Décrire les mesures correctives mises en place afin d'éviter une réitération des faits ;

Respecter les interdictions d'épandage: périodicité, pour motif de pente ou de la proximité de cours d'eau en absence de mesure de protection (bande enherbée, talus, ...).

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 1 mois

**N° 10 : Epandage**

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 06/05/2009, article 8.1.6

**Thème(s) :** Risques chroniques, Modalités complémentaires

**Prescription contrôlée :**

1. Un programme prévisionnel annuel d'épandage doit être établi, en accord avec les exploitants agricoles du périmètre, au plus tard un mois avant le début des opérations concernées. Ce programme comprend :
  - la liste des parcelles ou groupes de parcelles concernées par la campagne, ainsi que la caractérisation des systèmes de culture (cultures implantées avant et après l'épandage, période d'intercultures) sur ces parcelles.
  - une analyse des sols portant sur les paramètres caractérisant la valeur agronomique, prévus dans le tableau ci après.
  - des analyses d'eau (teneur en nitrates) réalisées annuellement à partir de prélèvements effectués en des points de référence judicieusement répartis dans le périmètre d'épandage (4 points minimum au total, en amont en en aval du périmètre partie Ouest et partie Est)
  - une caractérisation des effluents épandus (quantités prévisionnelles, rythme de production, valeur agronomique,...).
  - une prise en compte des apports en fertilisants organiques et minéraux d'autres origines ;
  - les préconisations spécifiques d'utilisation des effluents (calendrier et doses d'épandage par unité culturale...).
  - l'identification des personnes morales ou physiques intervenant dans la réalisation de l'épandage.

Ce document doit permettre la justification, au travers d'une gestion prévisionnelle des épandages, de la valorisation de l'ensemble des effluents destinés à l'épandage en respectant toutes les contraintes réglementaires, notamment celles liées aux interdictions d'épandage et des contraintes résultant des études préalables, notamment liées aux impossibilités d'épandage et au respect des doses d'apports.

Le programme prévisionnel est transmis au Préfet avant le début de la campagne.

2. Un registre d'épandage, conservé pendant une durée de cinq ans, mis à la disposition de l'inspection des

installations classées, doit être tenu à jour. Il comporte les informations suivantes :

- les quantités d'effluents épandus par unité culturale ;
- les dates d'épandage ;
- les parcelles réceptrices et leur surface ;
- les cultures pratiquées ;
- les données météorologiques journalières (pluviométrie et température)
- le contexte météorologique lors de chaque épandage ;
- l'état du sol lors de chaque épandage ;
- les enregistrements des raisons et modalités de stockage et déstockage d'effluents;
- l'ensemble des résultats d'analyses pratiquées sur les sols et sur les effluents en sortie d'usine (pour l'établissement et pour la laiterie voisine) et avant épandage avec les dates de prélèvements et des mesures et leur localisation ;
- l'identification des personnes physiques ou morales chargées des opérations d'épandage et des analyses ;

L'exploitant doit pouvoir justifier à tout moment de la localisation des produits (entreposage, transport ou épandage) en référence à leur période de production et aux analyses réalisées.

3. Un bilan de l'épandage des effluents est dressé annuellement. Ce document comprend :

- les parcelles réceptrices ;
- un bilan qualitatif et quantitatif des effluents épandus ;
- l'exploitation du cahier d'épandage indiquant les quantités d'éléments fertilisants et d'éléments ou substances indésirables apportées sur chaque unité culturale et les résultats des analyses de sols ;
- les bilans de fumure réalisés sur des parcelles de référence représentatives de chaque type de sols et de système de culture, ainsi que les conseils de fertilisation complémentaire qui en découlent ;
- la remise à jour éventuelle des données réunies lors de l'étude initiale.

Une copie du bilan est adressée au préfet et aux agriculteurs concernés avant le 31 mars de l'année suivante.

4. Programme de surveillance :

L'exploitant doit effectuer ou faire effectuer périodiquement les analyses suivantes : (cf. tableau de l'AP du 06/05/2009)

Les résultats des analyses sont transmis avec le bilan annuel des épandages à l'inspecteur des Installations Classées, accompagnés des commentaires sur les anomalies constatées, ainsi que les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.

Les résultats des analyses des effluents sont transmis aux agriculteurs concernés.

#### **Constats :**

L'exploitant a transmis le vendredi 04 octobre 2024 les suivis agronomiques des épandages des



<p>effluents des années 2021 et 2022 réalisés par la société GES . Les documents comportent:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le programme prévisionnel annuel d'épandage</li> <li>- la liste des parcelles ou groupes de parcelles concernées par la campagne, ainsi que la caractérisation des systèmes de culture (cultures implantées avant et après l'épandage, période d'intercultures) sur ces parcelles.</li> <li>- une analyse des sols: 3 prélèvements de sols ont été effectués en 2021 et en 2022 sur des parcelles choisies conjointement avec l'agriculteur. Les échantillons ont été analysés au laboratoire LDAR à Laon (02) accrédité COFRAC</li> <li>- des analyses d'eau (teneur en nitrates) réalisées annuellement à partir de prélèvements effectués en des points de référence judicieusement répartis dans le périmètre d'épandage (4 points minimum au total, en amont et en aval du périmètre partie Ouest et partie Est): Analyses réalisées en 4 points amont / aval du plan d'épandage : Les teneurs en nitrates des cours d'eau sont comparables en amont et en aval du plan d'épandage.</li> <li>- une caractérisation des effluents épandus (quantités prévisionnelles, rythme de production, valeur agronomique,...).</li> <li>- une prise en compte des apports en fertilisants organiques et minéraux d'autres origines ;</li> <li>- les préconisations spécifiques d'utilisation des effluents (calendrier et doses d'épandage par unité culturale...).</li> <li>- l'identification des personnes morales ou physiques intervenant dans la réalisation de l'épandage.</li> </ul> <p>Les suivis agronomiques des épandages des effluents des années 2021 et 2022 réalisés par la société GES comportent un bilan des épandages de l'année écoulée ainsi que le programme de surveillance mis en œuvre.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'Inspection des Installations Classées le bilan agronomique 2023.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>